

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
POUR LES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE, DE CULTURES SPÉCIALISÉES,
D'ÉLEVAGE, D'ÉLEVAGES SPÉCIALISÉS, ET DES CUMA
(Corrèze)
(11 décembre 2009)**

AVENANT N° 1 DU 21 SEPTEMBRE 2010
À L'ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2009 RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1197054M

Entre :

La fédération départementale des syndicats des exploitants agricoles de la Corrèze ;

La fédération départementale des CUMA de la Corrèze ;

Le syndicat des maraîchers, horticulteurs et pépiniéristes de la Corrèze,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire CFDT du Limousin ;

Le syndicat FGTA FO de la Corrèze ;

Le syndicat CFTC-Agri de la Corrèze ;

La section départementale du SNCEA CFE-CGC de la Corrèze,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1.1

L'article 48 du chapitre XVI « Régime de prévoyance » est résilié. Il est remplacé par l'accord du 11 décembre 2009 et son avenant du 21 septembre 2010 annexé à la convention collective.

Article 1.2

L'article 1.1 de l'accord intitulé « Champ d'application professionnel » est modifié comme suit :

« Le présent accord est applicable de manière obligatoire à l'ensemble des employeurs et des salariés non cadres des exploitations agricoles de polyculture, de cultures spécialisées, d'élevage, d'élevages spécialisés, et des CUMA de la Corrèze selon le champ d'application professionnel de la convention collective départementale précitée. »

Article 2

L'article 5 de l'accord intitulé « Garanties », pour la partie « Garantie décès », est modifié comme suit :

« Garantie décès

En cas de décès d'un salarié, dès le 1^{er} jour de présence au sein de l'entreprise, il est versé, à la demande du ou des bénéficiaires :

- un capital décès égal à 100 % du salaire annuel brut tranches A et B, majoré de 25 % du salaire annuel par enfant à charge (salaire annuel brut soumis à cotisations, perçu ou reconstitué, pendant les 12 derniers mois précédant le décès ou, le cas échéant, l'arrêt de travail pour maladie ou accident).

Le capital est versé en priorité :

- au conjoint survivant ou cocontractant d'un Pacs (conformément aux dispositions des articles 515-1 et suivants du code civil) ou à défaut au concubin, à moins que l'assuré ait fixé et notifié à l'organisme gestionnaire une répartition entre son conjoint et ses descendants (cette répartition ne pouvant réduire la part revenant au conjoint ou au cocontractant d'un Pacs ou à défaut au concubin à moins de 50 % du capital) ;

- en l'absence de conjoint ou cocontractant d'un Pacs ou à défaut au concubin, survivant, le capital est versé aux descendants.

En cas d'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- aux héritiers du participant.

Lorsqu'il y a attribution de majorations familiales (enfant à charge), chacune de ces majorations est versée directement à la personne au titre de laquelle elle est accordée ou à son représentant légal.

En cas d'invalidité absolue et définitive (3^e catégorie) ou d'incapacité permanente consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle au taux de 66,66 %, constatées par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée, et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès de base et ses majorations peuvent lui être versées par anticipation, sur sa demande, selon les modalités définies dans la convention de gestion avec l'organisme gestionnaire du régime.

Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès ;

- une rente annuelle d'éducation par enfant à charge : en cas de décès (quelle qu'en soit l'origine) d'un salarié, il est versé pour chaque enfant à charge une rente annuelle d'éducation établie selon les modalités définies dans la convention de gestion avec l'organisme gestionnaire désigné, en l'occurrence, dans le présent accord, en valeur de points Agri-Prévoyance (21,24 € au 1^{er} septembre 2009), revalorisés chaque année ;
- enfant de 0 à 10 ans révolus : 50 points ;
- enfant de 11 à 17 ans révolus : 75 points ;
- enfant de 18 à 25 ans révolus si poursuite d'études : 100 points.

Cette rente éducation est versée au représentant légal de l'enfant s'il est mineur, et directement au bénéficiaire s'il est majeur.

Pour le bénéfice de la rente éducation, sont considérés comme « enfant » :

- l'enfant du salarié (légitime, adopté ou reconnu, né ou à naître) ;
- l'enfant recueilli par le salarié et pour lequel la qualité de tuteur lui a été reconnue ;
- l'enfant qui a été élevé par le salarié pendant 9 ans au moins avant son 16^e anniversaire ;
- l'enfant dont la qualité d'ayant droit du salarié a été reconnue par le régime de base ;
- « enfants à charge », indépendamment de la position fiscale ;
- âgés de moins de 18 ans, quelle que soit leur situation ;
- âgés de moins de 26 ans lorsqu'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés par le régime d'assurance chômage ;
- reconnus invalides au sens de la législation des assurances sociales, quel que soit leur âge.

Pour les orphelins de plus de 18 ans, le droit à la rente est subordonné à la justification de la poursuite de leur scolarité.

En tout état de cause, les enfants répondant aux définitions et conditions ci-dessus doivent obligatoirement être également à la charge du bénéficiaire ;

- une indemnité frais d'obsèques : en cas de décès du conjoint non séparé de corps ou du cocontractant d'un Pacs ou à défaut du concubin justifiant de 2 ans de vie commune ou d'un enfant à charge, il est versé au salarié, à condition qu'il ait supporté lui-même les frais d'obsèques, 100 % du plafond mensuel de la sécurité sociale. »

Article 3

L'article 7.2 de l'accord intitulé « Taux de cotisations et répartition » est modifié comme suit au bas du tableau des cotisations :

(*) La cotisation de 0,42 %, destinée à la couverture de l'intégralité des risques accidents du travail et maladie professionnelle et à la couverture résultant de l'article L. 1226-1 du code du travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée, et la cotisation de 0,15 %, relative à l'assurance des cotisations sociales dues par l'employeur sont financées exclusivement par l'employeur.

(**) La cotisation de 0,46 % destinée à la couverture de la garantie conventionnelle incapacité temporaire de travail est financée exclusivement par le salarié.

Les taux de cotisations sont garantis par l'organisme gestionnaire désigné pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2010.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui prendra effet au 1^{er} janvier 2010.

Fait à Tulle, le 21 septembre 2010.

(Suivent les signatures.)